

Où

en est l'alphabétisation
conscientisante au Québec?

Réflexion sur l'évolution du concept d'alphabétisation populaire au Québec, à la lumière du séminaire de Namur*

* Propos recueillis par Micheline Séguin, le 15 janvier et le 4 février 1992, auprès des trois personnes qui ont participé au séminaire organisé par l'Institut de l'Unesco pour l'Éducation, en octobre 1991 à Namur, en Belgique, sur les stratégies du mouvement populaire en alphabétisation (Maryse Perreault, Mario Raymond et Sylvie Roy).



Caractéristiques de l'alphabétisation populaire d'hier à aujourd'hui

La définition...

SYLVIE : Quand on regarde le développement du mouvement populaire et les premiers groupes d'alphabétisation populaire, l'alpha populaire est vraiment née dans des groupes qui faisaient déjà de l'éducation populaire. Elle est issue de plusieurs types de revendications. C'était la plus belle façon de concevoir l'alphabétisation à l'intérieur d'un ensemble de services. Le Carrefour de Pointe St-Charles est le meilleur exemple du développement de l'alpha comme un besoin des gens dans la lutte contre la pauvreté, pour trouver du travail, trouver du logement (voir l'encadré à ce sujet).

Ce qui fait la force du mouvement, c'est que l'alphabétisation est une démarche associée à toute une prise en charge, à toute une participation des gens au changement de leurs conditions de vie. C'est ce qui caractérisait et qui devrait encore caractériser le mouvement; ce n'est pas seulement apprendre à lire et à écrire; chaque groupe devrait offrir d'autres types de services, pas seulement dans les ateliers, mais dans d'autres lieux aussi.

L'alpha populaire n'a pas perdu de vue, au niveau théorique, la prise en charge, mais dans les faits, on peut s'apercevoir qu'il existe de moins en moins d'activités de prise en charge. De temps en temps, et dans certains groupes, se tiennent des activités de recherche et de sensibilisation avec le milieu, mais ce n'est plus aussi quotidien. C'est-à-dire qu'auparavant ce service-là était intégré à toutes sortes d'autres activités, qui n'étaient pas obligatoires mais qui faisaient vraiment partie de l'alpha. Les gens venaient aux assemblées générales, décidaient des orientations du groupe, et il pouvait y avoir des activités où l'on faisait venir un autre groupe communautaire du quartier qui parlait de l'aide sociale par exemple, etc. On se disait : «Tu viens en alpha, mais tu viens aussi pour apprendre la prise en charge de ton milieu, apprendre à devenir un citoyen qui va avoir du pouvoir sur son environnement.»

Je trouve que d'un côté, depuis dix ans, on a accumulé énormément d'expériences très positives, morcelées dans différents endroits. L'autogestion, on l'a peut-être parfois mal faite, mais on est les seuls porteurs de

cette question-là en alphabétisation, les seuls à dire qu'on veut que les personnes puissent participer à leur propre développement et au développement de l'organisme. Nous avons un discours qui reste encore valable sur les causes de l'analphabétisme, sur le fait qu'il est lié à la pauvreté, sur l'échec scolaire, sur les droits des personnes analphabètes, en tant qu'adultes et citoyens responsables, d'avoir des services.

Il faut juste revenir à l'ensemble des définitions de l'éducation populaire. Au congrès de 1986, on avait passé beaucoup de temps à redéfinir le concept d'alphabétisation populaire, à inscrire l'alpha dans une démarche de prise en charge avec plus de pouvoir sur sa vie. On n'a pas besoin de changer les définitions, mais il faut se donner des exemples de ce qui nous semble le plus l'assurer. Sinon, on va s'enliser dans les problèmes que connaît l'école depuis longtemps : l'échec scolaire, les difficultés d'apprentissage, les diagnostics, ce genre de problèmes, tout un réseau sur lequel on n'a pas de prise et qu'on risque de gérer de la même façon que le système d'éducation formelle, alors que nous avons des atouts différents, je dirais meilleurs face à l'échec.

MARIO : C'est l'un de nos problèmes : l'alpha est devenue une sorte d'objectif terminal. Au niveau pédagogique, les méthodes ne sont pas très différentes en alphabétisation populaire de ce qu'elles peuvent être dans le réseau public. Là n'est pas la question. Quand on montre un son, c'est le même son pour tout le monde. Il n'y a pas cinquante-

six façons de le faire, mais c'est dans l'approche, par contre, dans le fait que le groupe lui-même est un lieu d'appartenance, qui appartient aux gens que l'on se différencie; les gens sont hautement impliqués comme individus dans la gestion de cet environnement. Ils ont leur mot à dire. L'alphabétisation populaire a pour mandat de partir véritablement des préoccupations des gens, de découvrir les motivations pour ensuite travailler là-dessus afin de regrouper ces gens-là sur une base collective pour éventuellement mener une réflexion. L'approche est faite dans ce sens.

Le simple fait qu'on ne puisse pas décider à l'avance, qu'on ne puisse pas dire qu'on a treize semaines d'ateliers à faire, que la première semaine, on va faire ça et ça; c'est tout simplement impossible pour nous autres, parce que le contenu, on ne le connaît pas tant et aussi longtemps qu'on n'a pas rencontré le monde, tant et aussi longtemps qu'on n'a pas établi une confiance entre les individus pour amener des sujets de discussion. Cela se fait de façon très naturelle, comme entre «chums», et on part de ces préoccupations. Ce peut être l'emploi, ce peut être la famille, la pauvreté, etc. Ce sont des thèmes qu'on va traiter. Dans notre prise de conscience et notre organisation, on fait des petits textes, on réfléchit là-dessus.

SYLVIE : Le plus grand défi qu'on a à relever, c'est de reconquérir le concept de conscientisation. Il y a beaucoup de petites choses qui se font déjà, mais il faudrait les encourager pour qu'on revienne à des pratiques

dont l'objectif est la lutte pour améliorer les conditions de vie dans un quartier. Rendre la lecture plus présente, plus à la portée des adultes peu lecteurs et peu scolarisés dans notre milieu. Une force dont on devrait mieux se servir, c'est l'idée des droits des personnes analphabètes. On défend ça depuis longtemps, on a fait le Forum avec l'ICEA (Institut canadien d'éducation des adultes). Comment, dans notre milieu, améliorer les droits des personnes qui savent peu lire, l'accès à l'information, aux services?



MARYSE : Il faut poser, en fait, les questions du «pourquoi» et du «comment» alphabétiser dans le contexte socio-économique actuel; comment faire de l'alphabétisation signifiante, branchée sur le concret, le réel. Et ouvrir d'autres fronts: prévention, lutte contre l'échec scolaire mais avec nos moyens, notre connaissance du milieu en lien avec le milieu scolaire, par exemple. Aborder la question de l'intégration des communautés culturelles à l'intérieur de nos groupes, offrir des services «complémentaires» aux femmes, etc. Développer un discours critique en même temps que des *approches différentes* face à la question envahissante du développement de «l'employabilité» par la formation de la main-d'oeuvre et la formation professionnelle.

DES GROUPES POPULAIRES SPÉCIALISÉS?

SYLVIE : Je crois que le fait d'avoir un budget en dehors des

OVEP (organismes volontaires d'éducation populaire) ne nous a pas aidés. C'est peut-être juste théorique, mais à un moment donné, on était dans le même budget, on était dans l'éducation populaire; et puis, parce qu'on faisait quelque chose de spécifique - et c'est vrai - on a senti le besoin d'avoir un budget spécial. On se retrouve alors entre le secteur public et le mouvement de l'éducation populaire, sans être ni avec l'un ni vraiment avec l'autre.

MARIO : On voulait développer notre spécificité et on l'a fait par rapport au reste du réseau de l'éducation populaire, et c'est là le problème. Nous sommes de plus en plus «à part». C'est nous qui avons demandé un programme distinct, c'est triste à dire, mais c'est nous, sous prétexte que les besoins étaient autres - et c'était légitime. Mais ça nous a coupé du milieu de l'éducation populaire. En étant toujours un peu en dehors, nos groupes sont devenus des groupes à vocation unique et très centrés sur le «pédagogique». Ce qui fait que dans le débat actuel sur la refonte du programme, le ministère craint les groupes d'éducation populaire; les vrais groupes seraient les groupes d'alpha, parce qu'eux font vraiment de l'éducation; ils ont un tableau et ils donnent des cours! Les autres, avec leurs cafés-rencontres, on se demande ce qu'ils font là. Il y a un discours dominant sur ce qu'est l'éducation populaire qui vient d'en haut, qui est projeté et qui fait en sorte que l'on s'«encarcane» de plus en plus dans le «pédagogique».

Les luttes qu'on menait sur

les fronts du logement, la famille, les femmes, etc. à l'intérieur même de nos groupes d'éducation populaire, on les a transférées sur un plan plus théorique dans nos ateliers d'alpha. Quand l'atelier est fini, quand les trois heures sont passées, il n'y a presque plus de place dans le groupe d'alphabétisation pour continuer à agir là-dessus; il faut aller dans un autre groupe populaire qui s'est aussi spécialisé dans un domaine. Ce qui fait que chacun s'occupe de son secteur, et il n'y a pas beaucoup de contacts. Ce sont des choses qui se discutent très peu ou de façon très théorique; s'il y a une question qui surgit, la loi 37, par exemple, on en parle, mais il n'y a pas de mobilisation, il n'y a pas beaucoup de conscientisation. Ça peut arriver à la rigueur, mais c'est plutôt un prétexte à la lecture et à réécriture, on va en discuter, on va faire un petit texte, on va lire la documentation, comme on fait une utilisation pure et plate du journal. Tu lis le journal parce que c'est important, mais sans nécessairement faire une lecture critique, développer un point de vue critique et de prise de parole ou de réflexion critique. Il y a là une déviation vers une alpha de plus en plus centrée sur l'apprentissage du code, avec parfois des prétextes qui pourraient donner lieu à de la conscientisation, mais qui ne le font pas...

MARYSE : Il est certain que la diminution de nos budgets freine l'imagination et les possibilités de développement. Il y a aussi le fait qu'un certain discours «officiel» sur l'alphabétisation, issu d'une forte médiatisation du problème, a exercé une pression, une «contamination» de notre

imaginaire en tant que mouvement. Mais malgré l'essoufflement, les chances et les ouvertures pour trouver un nouveau souffle sont là. Ces ouvertures ne peuvent que difficilement être comblées par les services publics existants. Il nous appartient donc de saisir ces occasions de renouveler nos pratiques «globales» d'alphabétisation populaire. Cela ne veut pas dire ne plus s'interroger au niveau pédagogique; au contraire, puisqu'il s'agit plutôt d'élargir et d'approfondir notre questionnement, de réaffirmer, *dans le concret*, notre discours sur les fondements sociaux de l'analphabétisme en lien avec le contexte social, économique et politique actuel.

QUEL PARTENARIAT?



Le cas de Ludolette et des cuisines collectives est un exemple extraordinaire d'une vraie alphabétisation populaire¹. Ils font des cuisines collectives, les gens apprennent à lire et à écrire mais pas pour rien, pas pour goûter un menu, mais pour avoir de quoi manger pour la semaine suivante. Éventuellement, ce genre de services pourrait s'étendre à d'autres groupes, à des gens de l'extérieur; on peut développer un service qui serait lié à l'ACEF (Association coopérative d'économie familiale), à un autre groupe populaire qui dépasse un peu l'alpha, mais où beaucoup de participantes et participants de nos groupes sont impliqués. On crée un partenariat entre deux organismes pour se donner un appui mutuel de lutte, mais sur

une concrétisation: on apprend vraiment à lire et à écrire dans le sens «j'améliore mes conditions de vie!». Pourquoi n'irait-on pas donner un atelier d'alpha dans une ACEF après le cours du budget? Diversifier nos ressources, mais toujours en lien avec le mouvement populaire. On dirait qu'on a manqué d'imagination parce qu'on s'est coupé des autres groupes à un moment donné.

MARIO : Je pense que la survie des groupes tient à des créneaux que les services publics ne pourront absolument jamais s'approprier; un peu comme ce que disait Georis dans son texte sur la pratique des groupes², par exemple: les groupes sont des écoles de démocratie et, effectivement, ce sont les seuls endroits - non seulement les groupes d'alpha, mais toute l'éducation populaire - où les gens sont amenés, d'une certaine façon, à l'apprentissage de la démocratie. Elle est à son plus simple niveau, mais elle est discutée. C'est quelque chose qui n'est pas possible dans le réseau public il y a des limites. Un responsable de la commission scolaire me disait : «je n'accepterais pas de discuter du fonctionnement de mon centre, pour moi ça ne se fait pas; j'ai une certaine relation de pouvoir, j'ai des responsabilités qu'il faut que j'assume et il ne faut pas que je remette ça entre les mains de la base. C'est impensable pour moi». Alors, les écoles de démocratie dont parle Georis, je les trouve intéressantes effectivement dans ce sens-là. C'est quelque chose qu'on ne pourra jamais perdre. Et c'est ça qu'il faut faire valoir.

C'est sûr qu'il faut favoriser

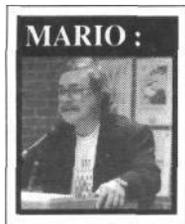
des liens les plus étroits possibles, des liens de collaboration, des liens de partenariat, mais on ne peut pas le décider à l'avance. Je pense qu'il faut d'abord que l'idée germe un peu dans la tête des gens en fonction des liens à privilégier et que les gens soient en mesure, éventuellement, d'exercer la prise de la parole.

PERSPECTIVES DE L'ALPHA POPULAIRE CONSCIENTISANTE

SYLVIE : Il faudrait que chaque équipe s'interroge d'abord sur ce qu'elle fait en dehors des ateliers qu'elle donne, dans quel contexte elle les donne, dans quoi s'inscrit notre démocratie, ce que ça donne comme résultats, en quoi notre action change des pratiques du quartier, et pas seulement celles de notre groupe, pour que nos services aident les adultes peu scolarisés; avons-nous amené des choses qui améliorent un peu la vie de ces gens-là? Se poser ces questions-là et voir ce que l'on pourrait faire dans ce sens et pour que notre alpha s'inscrive dans un mouvement de ce genre. Mais c'est sûr qu'avec une équipe de cinq personnes, tu ne peux pas tout faire., tu ne peux pas tout gérer et à un moment donné, tu vas te trouver face à de plus en plus de besoins, tu vas te retrouver avec dix ateliers en plus des ateliers d'alpha, et tu vas dire que ça ne marche plus. Un jour, ton groupe crée un service, et les gens n'ont plus besoin du groupe pour le faire vivre et l'accrochent à d'autres services ou à d'autre chose.

Si on dit que l'alphabétisation populaire s'inscrit dans un mouvement d'éducation populaire et que c'est essentiel pour

lutter afin d'améliorer ses conditions de vie dans des lieux de participation démocratique, on comprend mieux que c'est essentiel et c'est plus facile à défendre. On a besoin d'un mouvement fort qui soit autonome.



MARIO : En fait, tout le monde adhère encore à la définition. La question qu'on se pose en tant que Regroupement et en tant que groupes, c'est jusqu'à quel point cette définition s'actualise dans la pratique. C'est là qu'on ne sait plus. On dit oui, j'adhère à ça, mais qu'est-ce que je fais dans la vraie vie? Il y a la société qui va vers la professionnalisation et il y a la loi 107 qui entre là-dedans; il y a le traitement du cas par cas, l'individualisation; pratiquement, on fait de l'étude de cas; et le discours dominant n'est pas sans mettre de pression sur les groupes et sur les intervenantes et intervenants qui travaillent au sein des groupes et qui ont aussi besoin de se sécuriser, de se prouver à eux-mêmes qu'ils possèdent une certaine forme de compétence, car ils sont souvent plongés dans le flou et font beaucoup appel à leur intuition. Ce n'est pas beaucoup encadré. Mais maintenant, le discours dominant crée une sorte de besoin de faire valoir sa compétence, de se rassurer soi-même. Et je pense que ça nous éloigne de l'idée originelle du mouvement de l'éducation populaire; c'est encore plus vrai en alpha, à cause des heures/cours entre autres, et surtout à cause du cloisonnement, de plus en plus, de l'alpha dans le secteur purement édu-

catif ou pédagogique. Il y a le danger de nous uniformiser de plus en plus avec le réseau public, et ça se fait d'abord par l'interpénétration des pratiques, autant d'un côté que de l'autre et éventuellement, un jour, nous serons uniformisés.

MARYSE : Et ce jour-là, nous n'aurons plus de raisons d'exister!

SYLVIE : C'est sûr que le contexte de pauvreté dans lequel se trouvent les groupes est difficile, il faut se rendre compte de ça, il ne faut pas fonctionner sans tenir compte de la réalité des équipes qui changent beaucoup, de la fatigue de celles et ceux qui sont là depuis longtemps, et tout ça; de la présence qui va être continue en alpha, pas seulement celle des commissions scolaires, mais celle de tout un système éducatif qui est à côté de nous et qui nous influence. Et quand tu parles de professionnalisation, c'est là le danger; on veut se comparer à un gros système d'éducation qui a des compétences de la maternelle à l'éducation des adultes et être compétitif. C'est comme si on voulait que leur compétence, qui est l'enseignement, soit aussi la nôtre. C'est là qu'il y a danger, parce que si dans notre mandat, nos compétences doivent aller dans le sens de l'éducation populaire, on va se demander s'il faut être compétent pour donner des cours ou si notre compétence n'est pas plutôt d'être un bon animateur capable de soulever les questions et d'initier des actions dans notre milieu. Ce sont des compétences que le système n'a pas, que n'ont pas les services d'enseignement. Si nous, nous prenons comme

critère uniquement ce qu'il faut pour enseigner avec les heures/cours, et le fait d'avoir un diplôme, alors... Le problème n'est pas d'être diplômé, c'est de faire de cette seule compétence la norme pour se comparer et se trouver compétent. Qu'est-ce qu'il faut pour travailler en éducation populaire? Pas seulement des compétences en enseignement; il faut, en plus une capacité d'animation, une capacité d'intervention sur des problèmes personnels ou collectifs, de santé, etc., une capacité de transformer ces besoins en action pour que les gens puissent avoir des services. Il y a des gens qui sont des éducateurs populaires et qui n'ont jamais eu de compétences pour montrer à lire et écrire mais qui étaient de bons animateurs sociaux, des gens qui intervenaient et qui rendaient les gens plus actifs dans leur milieu et plus autonomes. Maintenant, c'est comme si on ne tenait compte que de la dimension pédagogique.

MARIO : Un intervenant au séminaire de Namur, Ormer³, a souligné le danger pour les groupes populaires de devenir des gestionnaires de l'exclusion sociale; il faut faire attention à ce que les groupes d'éducation populaire et les groupes d'alpha populaire ne deviennent pas de nouveaux ghettos.

SYLVIE : Je dirais qu'il y a danger de gérer l'exclusion, mais gérer l'exclusion, cela voudrait dire que nous reprenons le discours qui dit que lire et écrire est très important et que sans ça, on est inadapté, on n'est pas correct. Il y a vraiment un jugement moral sur les gens. Aux

États-Unis, on dit que c'est plus facile de «chialer» contre les analphabètes que de «chialer» contre les pauvres, parce que les analphabètes posent des problèmes sur le marché du travail, entraînent des coûts énormes pour la société; enfin ce sont des parias et il faut qu'ils apprennent à lire. Et nous, on devient les gérants de cette exclusion quand on reprend subtilement ce discours-là et qu'on fait de nos lieux des endroits où les gens sont bien assis pour apprendre à lire. Jean-Paul Hauteceur⁴ emploie le terme de domestication. Je trouvais le constat d'Omer trop pessimiste, et il ne mène pas à l'action; il a été critiqué sur ce point à Namur : on ne peut pas dire que notre action n'est qu'un placebo, un «plaster», sinon on ne ferait jamais rien. Mais on peut se questionner et se demander si on reprend le discours dominant quand on dit que l'alpha est essentielle à la survie et à la dignité humaine et qu'on montre à lire seulement ; là, c'est clair, on gère l'exclusion.

MARIO : Est-ce que les gens qui sortent du processus d'alpha vont devenir des citoyens à part entière, des gens actifs? Quand on a commencé chez nous à intervenir dans le domaine de l'alpha, ce n'était vraiment pas rare de voir des gens qui avaient suivi tout un processus d'alphabétisation à l'école, qui savaient lire et écrire, mais qui étaient encore exclus, qui étaient encore isolés. Ils avaient encore un comportement de personnes analphabètes et ces gens-là nous sont revenus quelques années après en ayant à peu près tout perdu ce qu'ils avaient appris, parce qu'ils ne l'avaient jamais

mis en pratique. Ils ne sont pas devenus des citoyens avec ça pour autant. Ils étaient pris dans les mêmes problèmes : ils étaient sur l'aide sociale, enfermés chez eux et ils étaient restés sur l'aide sociale enfermés chez eux. Ça n'avait rien changé.

MARYSE : Nous savons que l'alphabétisation en soi ne permet pas à un apprenant d'ouvrir les portes du marché

du travail; nous savons aussi que le discours dominant sur l'employabilité des personnes nie le contexte économique et le marché déficient de l'emploi pour renvoyer la balle à l'individu, à son «inadaptation» aux besoins du marché du travail. Comment, alors, en tant que tenants de l'alphabétisation populaire, pouvons-nous permettre à des personnes sous-scolarisées d'acquérir des moyens, des outils

L'alphabétisation conscientisante, l'expérience du Carrefour d'éducation populaire de Pointe-St-Charles*

par Micheline Séguin

L

e Carrefour d'éducation populaire de Pointe-St-Charles fonctionne avec une équipe de quatorze personnes, cinq à l'administration, neuf animateurs et animatrices dont deux en alphabétisation. Les autres travaillent à Faction-autonomie avec des personnes handicapées intellectuelles, ou encore en artisanat, dans le secteur alimentation ou le secteur activités spéciales, soirées d'information, grandes fêtes, etc. On compte seize ateliers et environ une dizaine de participantes et participants par atelier. Dans toutes les activités, on trouve des personnes analphabètes. Tous les animateurs et animatrices, peu importe le type d'ateliers dont ils ont la responsabilité, s'efforcent de susciter des apprentissages liés à l'alphabétisation, comme organiser sa pensée, réfléchir, s'exprimer, prendre la parole. Ce souci est présent dans toutes les activités.

* Élaboré à partir du témoignage des animatrices du Carrefour d'éducation populaire de Pointe-St-Charles, recueilli le 20 janvier 1992, Louise Doré, Isabelle Matte, Lucie St-Germain et Monique Lynch, qui ont à leur actif entre une et vingt années d'implication dans le quartier.

réels dans ce contexte? Comment «travailler» avec ces personnes sans «embarquer» dans le discours gouvernemental tout en leur permettant d'améliorer réellement certains aspects de leur vie?

MARIO : Il peut s'agir d'une simple transformation au niveau du quotidien de l'individu, même à l'intérieur de sa famille. Une dame qui vient dans un groupe

d'alphabétisation populaire pour qui le lien de dépendance se coupe, c'est sûr que ça amène des frictions, mais elle sort vraiment de l'alpha avec des transformations au niveau personnel, dans sa petite société qui est sa famille, la première cellule sociale.

SYLVIE : Dans beaucoup de pays du Tiers Monde, l'alpha n'est pas considérée comme aussi normale que de naître, de mar-

cher et de parler mais ici, ça l'est devenu. Et nous sommes nous-mêmes marqués par ça. Ce n'est pas sûr que les gens qu'on reçoit soient représentatifs de l'ensemble; il y a peut-être bien des gens qui n'ont pas tant besoin que ça de lecture dans leur vie, mais qui arrivent à s'organiser, puis à vivre. Alors, il faut arrêter de soutenir le discours qui dit qu'en dehors de l'alpha, il n'y a pas de salut, et que si le monde ne vient

L'ALPHABÉTISATION CONSCIENTISANTE, D'HIER À AUJOURD'HUI

• Les débuts du Carrefour

L'idée de faire de l'alphabétisation conscientisante au Carrefour est venue en même temps que la mise sur pied du Carrefour comme tel. À l'époque, la commission scolaire avait essayé de donner des cours d'alphabétisation, mais sans grands résultats. C'est pourquoi des gens du quartier et des animateurs communautaires se sont réunis pour voir ce qui ne «marchait» pas, ce qui les bloquait; puis à partir des besoins exprimés par ces personnes, de leurs idées sur la façon de fonctionner, on a créé le Carrefour. Les gens disaient alors : «on veut un lieu où on va apprendre à notre rythme, où on va se sentir respectés et valorisés, où on va avoir notre mot à dire sur les profs qui vont nous enseigner, où ça ne sera pas un savoir qui vient d'en haut mais où notre compétence d'adultes va être reconnue au départ», comme le rappelle Louise, qui est engagée dans le milieu depuis les débuts du Carrefour. Ainsi, dès le départ, la conscientisation a été liée à un besoin de prise en charge.

• Aujourd'hui

Cette démarche se poursuit encore aujourd'hui à tous les niveaux. Tout peut devenir formateur. On prépare l'assemblée générale à l'avance dans les différents ateliers afin de permettre à tout le monde d'y participer. De la même façon, la participation au conseil d'administration implique toute une information qui est discutée. Tout est vulgarisé, expliqué, ré-expliqué pour que les gens s'y retrouvent. Quand des personnes handicapées mentales ont de la difficulté à le faire, les animatrices et animateurs font en sorte qu'on leur vienne en aide pour qu'elles puissent prendre la décision le moment venu, pour que toutes les personnes soient assez informées pour savoir que c'est elles qui prennent cette décision.

Cet aspect de la conscientisation en alphabétisation est intégré et vécu quotidiennement dans chaque atelier à la pause-thème. C'est-à-dire qu'on se donne un thème de discussion : cela peut être la guerre du Golfe qui est loin et proche à la fois, le

logement dans le quartier, ou une question ou un événement d'actualité; en ce moment, on y parle du Club Price qui veut venir s'installer dans le quartier. Durant cette pause-thème, les gens discutent, et cela fait partie intégrante des ateliers. On apporte des informations sur *te* qui se passe dans le quartier ou dans d'autres domaines qui touchent les gens et sur lesquels ils peuvent s'interroger.

«En alphabétisation, comme on utilise l'écrit en plus, les participantes et participants travaillent davantage le thème. On va écrire de petits textes sur le sujet, on va lire des articles de journaux là-dessus. Les mots qu'on lit sont très importants, le texte est toujours plus important que la méthode utilisée; parce que c'est à partir de ce que les gens vivent qu'on fait la conscientisation. Même si les méthodes ont changé en alpha, que ce soit la méthode globale, qui a beaucoup été utilisée, ou la méthode mixte ou encore la méthode phonétique, ce qui importe, c'est qu'il y ait du contenu cons-

pas s'alphabétiser, c'est effrayant. Il faut faire attention. Jean-Paul Hautecoeur dit, mais il va peut-être un peu loin, que les gens qu'on reçoit, ce sont les gens qui ont endossé l'image d'infériorité que la société leur donne et les autres qui refusent se révoltent contre ça et ne veulent pas de cette étiquette. C'est une hypothèse! Est-ce qu'ils se révoltent?

Ce qui est important, c'est de ne pas définir toutes les personnes analphabètes de la société par l'image qu'on en a. Nous recevons un échantillon très petit de gens. Pour ceux qui vien-

dentisant», précise Lucie qui est animatrice dans des ateliers d'alphabétisation.

Les thèmes d'animation sont définis à l'intérieur des réunions d'équipe mais à partir des besoins rencontrés chez les participantes et participants. Ils sont présentés au comité de programme, où un participant ou une participante par atelier assiste à la rencontre mensuelle. C'est là qu'ils peuvent suggérer des thèmes qu'ils voudraient aborder. La plupart du temps, les thèmes sont choisis et préparés à l'avance de façon à apporter une information, ou une «alternative», par rapport à ce dont il est question.

En ce moment, pour les prochaines semaines, ils ont mis une autre approche à l'essai : le thème est libre, c'est-à-dire qu'à partir d'un besoin exprimé spontanément, les gens en parleront ensemble dans l'atelier, ce qui devrait laisser place à plus de flexibilité.

Louise explique la démarche proposée aux personnes du

quartier : «Ce qui est important dans notre façon de concevoir l'éducation populaire, c'est que le mot conscientisation est lié à être actif, à prendre sa vie en main, tant sa vie personnelle que sa vie collective. Donc, notre animation va tourner autour de ce qui intéresse les gens, de ce qui les préoccupe, pour qu'on le regarde ensemble, qu'on réfléchisse ensemble sur des problèmes qu'on a en commun. L'éducation populaire est présentée comme telle dès le début de la session quand les gens arrivent; on leur dit qu'au Carrefour, c'est comme ça que l'éducation populaire a été pensée par les citoyens et que l'animation se fait dans les ateliers dans cette tradition-là. Le quartier en est un qui connaît des difficultés énormes et ce, depuis très longtemps; donc, si on veut continuer à y vivre de façon potable, il faut que les gens s'y impliquent; et la meilleure façon de trouver quelque chose qui a de l'allure, c'est s'y mettre soi-même. L'action est toujours

important, ils ont des besoins; mais dire que 20 % des membres de la société ont le même sentiment, c'est dangereux!

Jepense qu'il y a de la résistance face à l'éducation et beaucoup de gens du milieu populaire refusent d'entrer là-dedans; ils refusent les gens qui parlent avec des grands mots, etc. Ce monde-là, ce n'est pas leur monde, ils ne se définissent pas en fonction de ça; il faut en tenir compte. Ce que dit Jean-Paul Hautecoeur peut devenir vrai : il ne faut pas renforcer, avec notre discours sur l'alphabétisation et l'important

ce de savoir lire et écrire, le sentiment d'incapacité et d'infériorité chez ceux qui ne le savent pas. Il faut faire attention! Ils ont toutes sortes d'autres actions, d'autres priorités, ils ont une parole, ils existent. Dans un des textes, il est dit «qu'alphabétiser, c'est libérer la parole». Les gens s'expriment dans leur milieu social et la lecture va s'intégrer à ça. Qui, dans leur milieu, en a vraiment besoin? On dit à tout le monde que lire et écrire est une urgence, une nécessité, mais dans la société, c'est seulement une élite, seulement 10% des gens qui font un travail directement associé à la

axée sur comment voir clair et chercher des solutions ensemble. Les petites gestes posés tranquillement pour donner son opinion ou pour prendre des décisions ensemble sont importantes, car on se rend compte que les gens sont d'abord venus au Carrefour, c'est ici qu'ils ont brisé l'isolement, qu'ils sont sortis de la cuisine ou de la maison, puis qu'après avoir appris à briser l'isolement et à fonctionner ensemble, ils se sont engagés ailleurs, dans d'autres comités du quartier.»

Lucie précise, en ce qui concerne l'alphabétisation, qu'«avec l'animation qu'on fait, les gens nous disent : "c'est intéressant, car maintenant quand j'écoute les nouvelles, je comprends. Avant, je n'avais pas le goût de les écouter, je pensais que ça ne me concernait pas; maintenant, j'ai compris les enjeux du libre-échange." On fait beaucoup de vulgarisation pour que le langage soit accessible aux gens. Ils sont contents, ils sont très intéressés»

Louise explique la démarche proposée aux personnes du

lecture : les chercheurs, les universitaires, etc.

Ce qui est encourageant, c'est que l'ensemble du mouvement associatif des pays industrialisés pose les mêmes questions : la difficulté de s'établir à côté du système formel, d'établir de bons partenariats sans se dénaturer, de pouvoir envisager l'alphabétisation de façon autre que scolaire, autre que pédagogique, de manière plus sociale, de remettre en question des pratiques traditionnelles; mais personne n'en est sorti, on s'inscrit dans ce mouvement-là, mais tout le monde fait face à des difficul-

ses et ils veulent toujours en savoir plus. Dans mon groupe avancé, j'en ai qui découpent des articles et qui me les amènent en disant : "as-tu vu ça?". Ils deviennent intéressés parce que qui se passe; et ils alimentent aussi.»

Mais cela ne se fait pas automatiquement. Au début, ce n'est pas tentant, car les gens se disent qu'ils ont déjà trop de problèmes. Mais quand ils se rendent compte que ce n'est pas si «épeurant» que cela et à mesure qu'ils deviennent plus informés, d'eux-mêmes ils se montrent plus intéressés et à ce moment-là, la résistance tombe. Mais qui a le goût de parler de ses difficultés? Ils ont besoin de créer un contact avant d'y arriver; et le support du groupe est très important, les liens qui se créent sont importants. Cela se fait d'abord à un niveau plus personnel, pour aller plus loin par la suite. L'animation doit les toucher dans ce qu'ils vivent en tant que citoyens et citoyennes du quartier.

Par exemple, explique Isa-

tés de financement, de développement. Personne, parmi les participantes et participants du séminaire de Namur, ne pouvait affirmer que les gens qui sortent sont alphabétisés, qu'ils sont lecteurs, qu'ils sont des citoyens pour qui tout va bien. Tous les pays représentés à Namur font face à des problèmes de chômage, à du sous-prolétariat, à des gens qui ont des conditions de vie extrêmement difficiles. Ils les ont identifiés au «quartmonde»; ce sont des gens qui vivent en «squatters» et pour qui la lecture et l'écriture sont loin de leurs préoccupations.

belle, «nous sommes partis du fait d'aller acheter aux États-Unis, pour faire le lien avec les fermetures d'usines du Sud-Ouest et les pertes d'emplois.»

Un autre exemple : dans un atelier de couture, pour préparer la soirée de solidarité, Monique a proposé qu'on y travaille à la chaîne. C'était une façon d'expérimenter un peu de quelle façon peut se vivre en usine le fait de toujours répéter les mêmes opérations. Évidemment, au Carrefour cela s'est vécu dans un climat de solidarité, et cette expérience s'est accompagnée d'une réflexion reliée à ce que peut être le travail en usine. Pour Monique, il s'agit là d'une autre façon de faire de la conscientisation.

• La formation à la conscientisation de l'équipe d'animation

Le Carrefour s'est donné plusieurs lieux privilégiés, où l'équipe se rencontre pour se former sur l'aspect de la conscientisation et pour améliorer cette

MARIO : Mais il faut viser au moins à assurer l'accès à tout le monde. Il ne faut pas penser qu'on va éliminer l'analphabétisme. Car c'est aussi un droit des personnes analphabètes de ne pas vouloir s'alphabétiser, parce qu'effectivement, il y a des gens qui vivent très bien sans ça, et ils trouvent leur valorisation; ils ont une job; il y en a qui gagnent même jusqu'à 40 000\$ par année, entre autres dans le commerce. Ils ne sont pas «pognés», ils n'ont pas honte.

Les Européens, eux, ont une vision beaucoup plus globale que nous. Pour eux, c'est clair

façon d'intervenir dans le milieu.

Les animatrices expliquent qu'en début d'année, on organise toujours une formation de trois à quatre jours, liée à la conscientisation et à l'animation. «Dans nos réunions aussi on aborde ces thèmes; on partage beaucoup de nos expériences d'animation, les bons coups et les choses qui marchent moins bien. On se corrige, on essaie d'autres choses. On a des réunions d'équipe spéciales qu'on appelle des réunions de concertation plénière. C'est toute une structure où nous-mêmes on évalue, on s'évalue. On ne s'enlise pas dans l'idée de vouloir donner du service à tout prix, on se garde du temps pour réfléchir, du temps pour se former aussi. Tout le monde participe aux rencontres d'équipe et se pose les mêmes questions, tant l'administration, l'accueil, que la conciergerie», ajoute Isabelle.

De plus, il y a une période d'évaluation en fin d'année où l'équipe fait un bilan, examine

que l'alphabétisation n'est pas une fin en soi. Que ce n'est pas en alphabétisant ces gens-là qu'on va nécessairement améliorer leurs conditions de vie. Et même si tu étais dans un système d'éducation populaire et que tu arrivais à rejoindre tout le monde, ce n'est pas parce que la personne va être alphabétisée que ça va nécessairement éliminer les autres problèmes qui y sont reliés : le revenu, le logement, le chômage, etc. C'est pourtant le discours dominant ici, qui est axé sur la formation. C'est dangereux!

SYLVIE : Nous avons plus d'efforts à faire pour nous démarquer que les groupes d'Europe, pour préserver la nature même de notre travail, parce qu'en Belgique et en France, ils ont de meilleures conditions pour réfléchir, parce qu'ils ne se développent pas contre un système public en expansion, ce qui génère une action qui est libre de son jugement, de sa réflexion. Nous, nous faisons face à un gros réseau en expansion, et nous avons de la misère à nous définir en dehors de cette contradiction. Je crois qu'on aurait tout intérêt à se ressourcer auprès des groupes d'éducation populaire, à revenir à la façon dont ils travaillaient avec les mêmes types de personnes que celles avec qui nous travaillons, selon des principes d'autogestion, de formation et d'action, et à tenter des associations et des actions concrètes dans notre milieu.

1. Voir *Le Monde alphabétique*, no 2, automne 1991.

2. Pierre Goeris est l'un des participants au séminaire de Namur; Il est formateur au Centre d'Information et éducation populaire de Bruxelles.

3. Orner Arrijs, un des participants au séminaire de Namur. Jean-Paul Hautecoeur est directeur de la collection "Alpha" publiée par le ministère de l'éducation du Québec et l'Institut de l'Unesco pour l'éducation.

les choses à améliorer ou à *changer*. Parfois, des personnes-ressources de l'extérieur du Carrefour peuvent apporter leur contribution.

• L'engagement dans le milieu

Plusieurs animatrices et animateurs participent à des concertations avec d'autres organismes et ramènent ainsi du «jus» à l'équipe. Les animatrices expliquent qu'elles ne se sentent jamais seules, qu'elles reçoivent un appui dans cette participation à l'extérieur. C'est important pour leur travail d'animation de faire ce partage, d'avoir cet esprit d'équipe et ce souci de l'histoire. «Par rapport à une situation, on examine pourquoi c'est comme ça et pourquoi, à l'époque, les gens ont pris telle décision. Est-ce qu'il faut encore la garder? C'est ce qui fait qu'on a toujours continué la conscientisation, parce qu'on a toujours trouvé que c'était ce qui servait le plus les gens par rapport à de nouvelles affaires même quand ce n'était plus à la mode de conscientiser. On replaçait tout ça dans le contexte de savoir ce que les gens voulaient, des objectifs, du fonctionnement, de la prise en charge, et on réaffirmait les objectifs. Dans notre cheminement, nous avons gardé la même logique, même si nous avons vécu des aises», affirme Louise qui a connu tous ces événements au Carrefour.

Pour Lucie, c'est clair qu'«il y a des groupes qui s'imaginent, parce qu'ils passent à travers une crise et qu'ils perdent, qu'ils ne peuvent plus revenir en arrière.» Elle trouve important de rappeler que le Carrefour a aussi con-

nu des difficultés de ce genre. «Nous aussi, on a vécu des crises, et ce qui nous a permis de passer à travers, c'était de consulter les gens qui détenaient l'histoire, qui étaient capables d'en parler. En alphabétisation, il y a eu un changement d'équipe complet à un moment donné. Ce qui a amené un autre type d'alphabétisation pour un temps. Cette remise en question nous a renforcés. On est capable d'affronter ceux qui disent que c'est dépassé d'être «freiriste», car on sait que c'est encore bon parce qu'on le vit au jour le jour, et on sait que ça se fait.»

Le Carrefour travaille en collaboration avec les autres organismes du quartier. Il a des délégués au RESO¹, à la table de concertation² dans les sous-comités comme celui sur la pauvreté, où plusieurs organismes du quartier travaillent ensemble pour unifier les luttes à La Pointe; parce qu'on se dit qu'une spécialisation n'a pas sa raison d'être, puisqu'il s'agit des mêmes citoyens qui ont des problèmes de consommation, de logement, etc. On essaie donc de travailler ensemble pour développer des analyses. Il y a deux cuisines collectives qui viennent se servir de la cuisine du Carrefour; le comité des personnes assistées sociales y vient aussi pour une soupe populaire. On y entretient donc une étroite collaboration avec le milieu.

«Pour nous, ça fait aussi partie de l'éducation populaire de partager. L'éducation populaire, c'est une éducation qui se partage. Cela fait près de vingt ans qu'on existe, alors on a des amis partout, précise Louise. Si

on perdait quelques sources de financement, il y aurait une levée de boucliers dans le quartier et chez beaucoup d'alliés ailleurs. En déficience mentale, par exemple, nous sommes considérés comme un organisme majeur parce que nous faisons débloquent plein de choses et qu'on nous voit comme l'unique ressource qui intègre vraiment les personnes handicapées dans toutes ses activités, au même titre que les autres participantes et participants, et avec beaucoup de cœur.»

• Le financement

Au Carrefour, ils sont contre le bénévolat et contre les projets de sous-emploi de tout acabit. C'est pourquoi ils tentent de diversifier les sources de financement. Les activités du Carrefour ont commencé surtout avec l'alphabétisation, mais dès le départ, les citoyennes et citoyens ont voulu quelque chose d'un peu plus large; quand ils ont défini les besoins, ils ont voulu lire et écrire mais aussi apprendre à coudre leur linge et à bien manger, etc. Ils voulaient des activités où ils apprendraient à faire des choses par eux-mêmes. Au Carrefour, l'équipe ne s'est jamais perçue uniquement comme un centre d'alphabétisation.

Louise explique que cette situation n'est pas facile. «C'est un défi à chaque année. C'est la lutte et des batailles et beaucoup d'énergie au niveau du financement à chaque année. Les enveloppes ou les formulaires ne correspondent jamais à notre réalité. On se bat pour que ça nous corresponde. On fait à la fois de l'éducation populaire et de l'al-

phabétisation. Ce qui fait qu'on tient le coup par rapport à ça, c'est notre force démocratique et l'enracinement dans le milieu.»

• La réalité au quotidien

Le Carrefour n'a jamais vraiment pu prendre d'expansion non plus, toutefois. L'équipe aimerait faire une foule d'autres activités, et il y a beaucoup de choses qu'on faisait auparavant mais qui ne sont plus possibles aujourd'hui. Mais le Carrefour survit. On fonctionne avec le même salaire pour tout le monde. «Nous ne nous sommes jamais définis comme des spécialistes, nous ne sommes pas des professionnels avec un horaire de travail réduit dans un champ d'intervention précis. Nous, on est des intervenants, on agit à tous les niveaux de la personne, ajoute Isabelle. On prend le temps de parler, de prendre un café avec les personnes. On ne fait pas seulement de l'analyse; si une personne a un problème, on prend le temps d'en parler. La personne humaine est respectée, c'est un lieu chaleureux aussi.»

Pour Monique, il est évident qu'après quelques sessions au Carrefour, «les gens prennent l'habitude de dire ce qu'ils pensent au moment d'une évaluation ou dans un groupe. Il y a des gens plus habitués de parler et ça aide les autres aussi à le faire. Le groupe porte ainsi l'ensemble, et la tâche est moins grande.»

Le Carrefour pourrait augmenter les groupes en alphabétisation avec des heures/cours; le besoin est là. Mais pour les animateurs et animatrices, il s'agit d'un choix. «Il suffirait de s'adresser à la CECM et avoir

deux ou trois groupes de plus sur des heures/cours; ou on pourrait trouver plein de gens pour faire du bénévolat. Mais tout ça risquerait d'amener la destruction de ce qu'est le Carrefour. On l'a vu ailleurs, parmi les centres d'éducation populaire à Montréal, on est le seul groupe qui soit resté ce qu'il était au départ... Quand tu choisis de venir travailler au Carrefour, tu choisis la conscientisation.»

Pour en savoir plus, vous pouvez consulter les documents suivants:

L'alphabétisation à repenser. L'expérience du Carrefour d'éducation populaire. Relation et réflexions générales, par Micheline Laperrière et Serge Wagner, 1980, 322 p.

Alphabétiser ou la parole qui lutte, par Micheline Laperrière, Odette Paradis, Cécile Vanasse et Serge Wagner, 1982, 288 p.

Au jour le jour, par Cécile Vanasse, Hélène Desjardins et Françoise Lefebvre, 1983, 198 p.

L'alpha et après, Tina Hattem, 1985, 27 p.

Apprendre et comprendre (mathématiques), par Cécile Vanasse, 1984, 189 p.

Documents audio-visuels

Alphabétiser ou la parole qui lutte, M. Laperrière, Odette Paradis, Cécile Vanasse et Serge Wagner, 1982, 55 min.

Le droit d'être là (intégration des personnes handicapées au Carrefour), 1992.

1. *PESO (relance économique du Sud-Ouest) travaille au niveau de l'emploi. Le Carrefour fait partie du comité employabilité et développe un projet d'alpha (alpha-cuisines), où une formation professionnelle est dispensée en même temps qu'une alphabétisation.*
2. *Table de concertation des organismes communautaires de Pointe St-Charles (Action-gardien), qui a des sous-comités dont un sur la pauvreté et un comité de vigilance qui travaille sur la loi 37. Toutes les deux semaines, les groupes se réunissent pour échanger sur les luttes et les problématiques sociales du quartier et trouver des solutions ensemble.*

Le partenariat avec les pouvoirs publics: se développer ou s'intégrer?

par Mario Raymond de la Porte Ouverte, St-Jean-sur-Richelieu



Partenariat. Que voilà un mot à la mode par les temps qui courent. Qu'en est-il de ce concept en alphabétisation? Présentement, deux grands réseaux interviennent dans le domaine: le réseau public, celui des commissions scolaires, et celui des groupes populaires. Ces deux réseaux tirent leurs ressources financières de deux sources principales: le ministère de l'Éducation (MEQ), ultime maître d'oeuvre et principal bailleur de fonds, et le Secrétariat national à l'alphabétisation du Canada qui doit, de toutes façons, passer par le MEQ pour financer les pratiques extra-pédagogiques sur le terrain. On peut donc parler fondamentalement de trois grands acteurs en alphabétisation au Québec: le ministère de l'Éducation, les commissions scolaires, principales sinon uniques mandataires reconnues par le MEQ et les groupes populaires, associations sans but lucratif contrôlées par leurs membres.

Peut-on parler de partenariat, dans la situation actuelle, entre ces trois acteurs? Pour y voir plus clair, tentons de circonscrire un peu mieux ce phénomène en définissant d'abord ce concept, puis en explorant les types de rapports qui unissent ces trois acteurs.

Définition du partenariat

Mot relativement neuf, le partenariat n'a pas encore droit de cité dans la plupart de nos dictionnaires modernes. Faute de définition officielle, nous esquisserons une définition toute personnelle de ce concept.

Nous définirons le partenariat comme **une association libre et durable d'individus ou de groupes d'individus qui unissent leurs efforts en conjuguant leurs points de vue pour atteindre un objectif commun.**

En ce sens, un partenariat véritable ne se limite pas à la somme des énergies des partenaires, mais doit aussi favoriser l'émergence de synergies nouvelles qui auront un impact sur le développement global d'une communauté.

Le rapport des groupes au MEQ

Pour les groupes, le MEQ représente le principal bailleur de fonds de leurs activités de formation. Il constitue d'ailleurs un acteur incontournable dans ce secteur qui s'arroge, en quelque sorte, l'exclusivité du financement de ce type d'activités. Là où le bat blesse, c'est que depuis 1984, le MEQ a maintenu le même niveau de financement aux groupes, les confinant ainsi à un sous-financement chronique. Parallèlement, le réseau public a vu son financement croître considérablement, creusant ainsi un peu plus chaque année l'écart des ressources à la disposition des deux réseaux. Aujourd'hui, le réseau des commissions scolaires accapare pas moins de 95% du budget dévolu à l'alphabétisation, alors que les

groupes populaires, dont le nombre ne cesse de s'accroître, doivent se partager le maigre 5% restant.

Dans ces circonstances, beaucoup de groupes populaires ont été contraints, pour maintenir leurs activités, de négocier des ententes de service avec le réseau public des commissions scolaires. De simple intervenant au rôle complémentaire, le réseau public est ainsi devenu au fil des ans un important bailleur de fonds des groupes populaires, ce qui n'est pas sans avoir d'effets notables sur les pratiques des groupes.

Le rapport des groupes au réseau public

On peut affirmer aujourd'hui qu'une majorité de groupes retire une portion importante de son financement des commissions scolaires. À un point tel que la survie même de plusieurs groupes dépend actuellement de leur commission scolaire.

Les conceptions différentes de l'alphabétisation qui ont présidé à la mise en place des deux réseaux et qui en ont légitimé l'existence distincte ont rapidement été subordonnées aux impératifs de survie des groupes. En d'autres termes, pour survivre, plusieurs groupes ont dû accepter de «mettre de l'eau dans leur vin».

Le réseau public, ainsi placé en position de force, a été de plus en plus enclin à dicter les règles du jeu sur son territoire, confinant progressivement les groupes à un statut de sous-traitance. Plusieurs groupes se sont ainsi vus contraints de se plier aux règles administratives du réseau

public, tant au niveau des ratios maîtres-élèves qu'à celui du programme pédagogique et de l'embauche du personnel enseignant. Dans bien des cas, l'autonomie de pensée et d'action des groupes a été nettement hypothéquée et ce, au-delà même du seul cadre pédagogique.

Au plan pédagogique, on a assisté et on assiste encore à une interpénétration grandissante des pratiques qui mène inévitablement à une uniformisation des pratiques pédagogiques. Les animateurs et animatrices des groupes deviennent ainsi de moins en moins des intervenants en milieu populaire et de plus en plus des employés de commissions scolaires, avec tout ce que ce statut peut signifier pour le groupe auquel ils et elles appartiennent et au sein duquel ils et elles sont censés militer. Au gré du roulement de personnel et au fil des ans, plusieurs groupes perdent de plus en plus l'essence même de ce qu'est l'éducation populaire pour devenir des succursales de commissions scolaires à visage populaire.

Le danger est grand pour les groupes de perdre de vue leur identité propre et leur raison d'exister aux yeux mêmes du MEQ, qui les a pourtant acculés à cette situation.

Dans le contexte actuel de restrictions budgétaires, la survie des groupes comme entités autonomes distinctes risque de s'avérer périlleuse. De deux choses l'une : le MEQ retirera graduellement son soutien financier aux groupes et les condamnera à la disparition, ou il les invitera à s'intégrer à son réseau public, condamnant «de facto» leur type d'interventions à la disparition.

Qu'on ne s'y trompe pas, il ne s'agit en aucun cas d'alphabétisation entretenue par un pur et dur de l'alphabétisation populaire. Il s'agit d'une situation qui menace réellement les groupes dans leur intégrité. L'exemple des Flandres belges, qui nous a été relaté lors de notre participation au séminaire de Namur sur l'alphabétisation en milieu associatif, en est un exemple éloquent. Dans cette région de la Belgique, le réseau des associations est entièrement sous la tutelle d'un ministère, leur organisation ayant fait l'objet d'un décret gouvernemental.

S'intégrer ou se développer

Il est clair qu'on ne peut agir efficacement et étendre son rayon d'action dans l'isolement et avec des moyens précaires. Mais les groupes peuvent-ils s'en sortir? Doivent-ils encore se battre pour préserver une idéologie populaire difficilement reconnue, pour défendre les acquis, pour gagner un soutien politique qui n'assure que la survie? Pour une cause aux résultats imperceptibles, entre autres, parce que les moyens de la soutenir diminuent et que l'énergie militante est au plus bas? Comment faire valoir l'importance d'un mouvement populaire renforcé dans les actions de lutte contre la pauvreté, quand la plupart de ces activités ont été institutionnalisées et que les investissements publics y sont déjà jugés trop onéreux? Peut-on concilier dépendance financière vis-à-vis des pouvoirs publics et autonomie d'action? Toutes ces questions amenées sur la table au séminaire de Namur sont aussi celles du

mouvement québécois d'alphabétisation populaire.

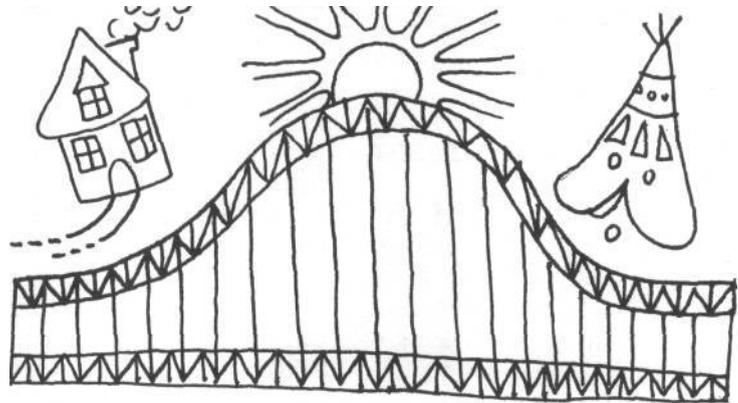
Au Québec, les groupes n'occupent qu'une petite partie du terrain de l'alphabétisation, et sont souvent contraints à une position de sous-traitance. Dans ces conditions, on ne peut vraisemblablement pas parler de partenariat avec le réseau public, si ce n'est de partenariat obligé par les circonstances. Ac-

ceptera-t-on d'entrer au service de l'organisation scolaire avec les avantages personnels et les conséquences négatives collectives qu'un tel statut comporte?

Les groupes populaires seront-ils bientôt contraints d'accepter un statut similaire à celui des groupes flamands où le travail d'alphabétisation tend à obéir à une gestion scolaire? Ce qui signifie programmation pé-

Un pont entre Trois-Rivières et Odanak

par Denise Carbonneau et Sylvie Tardif, COMSEP de Trois-Rivières



À COMSEP (Centre d'Organisation Mauricien de Services et d'Éducation populaire), nous avons privilégié l'approche conscientisante dans notre programme d'alphabétisation. Par le texte qui suit, nous aimerions vous faire part de certaines pratiques utilisées dans nos ateliers. Nous préparons nos outils d'animation de façon à tenir compte de la réalité quotidienne de la personne qui participe à nos ateliers, mais nous intervenons aussi de manière à lui donner suffisamment de moyens pour développer des capacités d'analyse critique face à la société en général. Pour réaliser cet objectif, il suffit de suivre l'actualité et il est facile de repérer maintes injustices

dagogique centralisée, distanciation des apprenantes et apprenants, recrutement normalisé des éducatrices et éducateurs et standardisation de leurs tâches, mais surtout recherche de rentabilité calculée en taux de croissance de la clientèle, et par conséquent marginalisation, voire abandon, d'une approche sociale de l'alphabétisation?

La comparaison de l'expé-

rience flamande avec celle du Québec donne beaucoup de vraisemblance à cette hypothèse de «développement» et interpelle l'ensemble du mouvement populaire d'alphabétisation. Irrait-il jusqu'au bout de l'aventure? Jusqu'où peut-il aller sans remettre en cause sa capacité d'innovation et son identité? Doit-il nécessairement limiter ses alliances à ces partenariats forcés

avec le réseau public ou alors ne doit-il pas rechercher des formes de partenariat véritables avec de nouveaux secteurs de la société?

La tendance actuelle est à l'intégration au réseau public. Les groupes choisiront-ils cette voie douillette ou celle plus exigeante du développement? La réponse collective leur appartient.

et inégalités sociales. Les médias ne nous font connaître souvent qu'un seul côté de la médaille; or, c'est la que notre groupe tente de faire découvrir l'envers de cette médaille. Au cours des années, nous avons développé plusieurs thèmes, depuis la loi de l'aide sociale, la démocratie en Haïti, la guerre du Golfe, en passant par la pauvreté dans notre région. Pour le présent texte nous avons choisi de développer le thème majeur que nous avons travaillé l'an dernier, soit la réalité amérindienne.

Au printemps 1990, lorsque nous avons évalué les thèmes possibles à approfondir pour l'année 1990-1991, nous n'aurions jamais pensé travailler sur un thème comme celui de la crise autochtone. Les événements d'Oka ne faisaient pas partie de l'actualité à ce moment-là. C'est d'ailleurs une des difficultés de la démarche de conscientisation, devoir réajuster régulièrement nos programmes afin de coller en permanence à la

conjoncture. Les animatrices doivent constamment se tenir informées de l'actualité sociale, politique et économique.

La lecture et l'analyse que nous faisons de ces événements tournaient autour de la désinformation médiatique, la violence d'une minorité d'Amérindiens et l'éveil du racisme chez un grand nombre de Québécois et Québécoises. Les préjugés véhiculés pendant cette période étaient nombreux et inacceptables. À l'automne 1990, en équipe de travail (salarisées et militantes), nous avons créé l'«ossature» de développement de ce thème et, avec les participantes et participants, nous avons poursuivi l'analyse afin de mettre de la «chair» autour. Notre objectif principal était de sensibiliser les participantes et participants au vécu quotidien des personnes amérindiennes, de faire des liens entre leur réalité et celles des personnes à faible revenu. Nous espérons aussi arriver à poser collectivement des gestes de solida-

rité envers la communauté autochtone d'Odanak (réserve abénaquise située au Sud de Trois-Rivières). Cette partie de la démarche, à savoir poser un geste concret, revenait aux groupes de participantes et participants et non à l'équipe de travail.

Un des enjeux importants a été de former des animatrices sur ce thème, certaines d'entre elles ayant aussi leur part de préjugés. Une des membres de notre équipe a été dégagée afin d'informer et de préparer les autres. Un travail de recherche a été fait auprès de différentes communautés autochtones dont celles d'Odanak et de Pointe-Bleue. L'élément déclencheur a été sans l'ombre d'un doute l'atelier-conférence animé par Mme Nicole O'bomsawin, de la communauté d'Odanak.

Elle a permis aux participantes et participants de faire les liens entre leur vécu de personnes assistées sociales et celui de personnes amérindiennes. Tout le salissage dont les deux groupes

font l'objet dans les médias, l'insistance sur leur pauvreté chronique, n'étaient que quelques exemples de situations similaires vécues par les deux groupes. À partir de cette rencontre, les participantes et participants ont été en mesure de cerner les contradictions entre le discours officiel et celui du «vrai monde». Chaque personne a pu se faire une idée plus objective du problème.

Concrètement, dans les ateliers, la démarche s'est poursuivie par des discussions à partir d'articles de journaux amenés par les participantes et participants. Les échanges portaient sur les droits et revendications du peuple autochtone et ceux des personnes assistées sociales. Certaines animatrices ont créé du matériel pédagogique, toujours sur le thème amérindien. Les participantes et participants ont voulu exprimer leur solidarité avec les autochtones en écrivant des lettres d'appui à la communauté d'Odanak. Le point culminant de cette démarche a été la présentation de la pièce de théâtre «Un pont entre Trois-Rivières et Odanak», écrite et jouée par des membres de COMSEP. La pièce a été interprétée devant

près de 400 personnes et avait pour objectif de mettre en lumière les injustices que vivent les femmes amérindiennes et québécoises.

Il est évident que nous n'avons pas travaillé uniquement sur le thème amérindien, sauf qu'il est resté présent dans nos ateliers et ce, durant toute l'année. Nous respectons aussi la volonté des participantes et participants de parler de sujets qui les touchent dans le quotidien, comme la pauvreté, la loi de l'aide sociale, la fermeture d'usines dans la région ou la démocratie dans leur groupe.

A l'intérieur de COMSEP, nous sommes conscientes que l'approche conscientisante demande beaucoup de travail et d'efforts. Nous essayons cependant d'alléger la tâche des animatrices en les alimentant régulièrement sur le thème choisi. Il est important aussi de savoir que conscientisation ne signifie pas simplement prise de conscience, mais bien développement critique de la prise de conscience. La méthode engendre un processus de changement social et doit amener à une dénonciation concrète des injustices. Nous ne désirons aucunement imposer

nos décisions ou décider pour les personnes apprenantes; notre action vise plutôt à apprendre aux gens à décider par eux-mêmes en sachant qu'une décision suppose toujours une action à réaliser.

Pour nous aider à développer nos thèmes majeurs, les groupes d'éducation populaire autonomes sont des alliés importants. Ils nous soutiennent par leur participation aux ateliers-conférences, par des recherches ou par des textes qu'ils produisent. Nous puisons régulièrement des documents d'analyse dans l'Ardoise, revue d'information produite par le MEPACQ*.

En terminant, il est important de souligner qu'une démarche de conscientisation n'est jamais terminée en elle-même, car les gens qui y ont participé deviennent des agents multiplicateurs dans leur milieu. Oui, c'est difficile de toujours privilégier l'approche conscientisante, mais lutter pour améliorer notre société nous apporte le ressourcement nécessaire.

* Mouvement d'éducation populaire autonome et communautaire du Québec.

Consigne: En plus des beaux sourires, trouver la «**récurrence**» dans les photos!

